

à M. Max Brisson
Président du groupe UMP
Conseil Général des Pyrénées-Atlantiques

Monsieur,

Suite à notre entrevue du mois de janvier, nous vous avons exposé nos inquiétudes concernant la façon dont est conduite, à l'heure actuelle, la politique linguistique en faveur de la langue occitane dans le département.

Nous avons sollicité de votre part une réponse concernant un certain nombre de points précis sur lesquels nous voulons connaître votre position. Nous vous les rappelons ci dessous :

1. La politique du département des Pyrénées-Atlantiques appelée INICIATIVA est une politique en faveur de la langue occitane appelée localement le béarnais ou le gascon. Sommes-nous d'accord sur cette définition ?
2. Mise en place de la signalétique bilingue sur les routes départementales comme cela a déjà été réalisé pour la partie bascophone du département. Concernant les panneaux d'entrée de villes et villages dans les communautés de communes, la graphie se doit d'être en cohérence avec les choix du Conseil Général en la matière (dans les lieux publics, les transports, la communication) . Si les communautés de communes n'y sont pas prêtes, les financements ne doivent pas être accordés.
3. Relance de la politique de communication et de pédagogie concernant la langue occitane (cours de langue pour le personnel du Conseil Général, prospectus explicatif à la population, présence de la langue dans le journal et le site internet du Conseil Général, ...)
4. Quelle suite à donner à l'enquête sociolinguistique sur la pratique de la langue occitane dans le département ?
5. Mise en place concertée avec les acteurs (E.N. et Calandreta) de la politique d'ouverture de sites bilingues et immersifs.
6. De façon générale mise en place du principe de transversalité de la politique en faveur de la langue.

Nous vous remercions de bien vouloir nous répondre sur ces différents points (accord ou désaccord, mesures concrètes de réalisation) avant le 25 mars. Nous organisons, comme vous le savez une manifestation "Bearn, Gasconha, òc !" le 4 avril prochain à 14 heures à Pau et nous désirons rendre public dans les jours précédents les positions ou silences de l'ensemble des acteurs institutionnels et politiques concernés par cette question

En ve hant aonor, Sénher President,

Per la Crida,

Joan Francés Tisnèr,

